

- avis 50.980/2 donné le 19 mars 2012 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 mai 1996 fixant les modalités du contrôle des membres du personnel des Services du Gouvernement absents pour maladie ou infirmité';

- arrêt C.E. Roos c. Vlaamse Gemeenschap, n° 71.514 du 3 février 1998.

La chambre était composée de :

M. Ph. QUERTAINMONT, président de chambre;

M. J. JAUMOTTE et Mme C. DEBROUX, conseillers d'Etat;

MM. Y. DE CORDT et Chr. BEHRENDT, assesseurs de la section de législation;

Mme C. GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

Le greffier,

C. Gigot.

Le président,
Ph. Quertainmont.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29372]

20 SEPTEMBER 2012. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren. — Addendum

Aan bovenvermeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 februari 2013, bladzijde 8858 (Franse versie), dient het advies 51.670/2/V van 6 augustus 2012 van de afdeling wetgeving van de Raad van State (Franse versie) te worden toegevoegd.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/203383]

30 MAI 2013. — Décret modifiant le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 2 du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises, ci-après dénommé le décret, est remplacé par :

« Art. 2. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1° « filières de formation » : les filières organisées au sein du réseau IFAPME, à savoir, la formation en alternance, tant en apprentissage qu'en formation de chef d'entreprise, la formation de chef d'entreprise hors alternance, la formation de coordination et d'encadrement, la formation continue, la formation à la création et à la transmission d'activités;

2° « formation en alternance » : la filière de formation professionnelle qui combine une formation pratique en milieu de travail et une formation dans un centre de formation portant sur des matières générales et professionnelles et qui s'organise dans le cadre d'un lien contractuel entre un opérateur de formation ou un apprenant en alternance et une entreprise, selon des modalités précises en termes de durée de la formation, de reconnaissance de la formation acquise, de certification, d'encadrement, de rétribution et de droits sociaux;

3° « contrat de formation en alternance » : le contrat par lequel un employeur s'engage à donner ou à faire donner à un apprenant une formation pratique sur le milieu de travail et par lequel un apprenant s'engage à se former sur un lieu de travail sous la direction de l'employeur, de même qu'à suivre une formation systématique dans un centre de formation; le contrat de formation en alternance est dénommé contrat d'apprentissage dans le cadre de l'apprentissage et convention de stage dans le cadre de la formation de chef d'entreprise;

4° « apprentissage » : la formation en alternance de type qualifiante qui, par la conclusion d'un contrat de formation en alternance, combine une formation pratique en entreprise et des cours de formation générale et professionnelle;

5° « formation de chef d'entreprise » : la filière de formation préparant à l'exercice d'une fonction dirigeante dans une petite et moyenne entreprise ou à l'exercice d'une profession indépendante effectuée ou non avec un contrat de formation en alternance;

6° « formation de coordination et d'encadrement » : la formation préparant l'exercice d'une fonction de coordination, d'encadrement ou d'adjoint de direction dans une petite et moyenne entreprise, avec ou sans convention de stage;

7° « formation continue » : la filière de formation qui s'effectue tout au long de la vie et permet d'accroître les compétences et la qualification professionnelle et de s'adapter à l'évolution technique, économique, juridique et sociale;

8° « formation accompagnement à la création et à la transmission d'activité d'indépendant ou d'entreprise » : la filière de formation générale et professionnelle visant à développer des compétences nécessaires pour concrétiser un projet de création ou de transmission/reprise d'entreprise;

9° « perfectionnement pédagogique » : les activités pédagogiques s'organisant, notamment, au travers de formations et visant à améliorer les connaissances pédagogiques et professionnelles de toute personne investie d'une mission de formation au sein du réseau IFAPME, à savoir les formateurs, le personnel éducatif des centres, les personnes investies d'une fonction d'accompagnement des apprenants au sein de l'IFAPME, les tuteurs et les entreprises formatrices;

10° « réseau IFAPME » : le réseau composé de l'Institut en tant qu'organisme public wallon et des centres de formation qui sont constitués en associations sans but lucratif et agréées par le Gouvernement;

11° « organe de coordination du réseau IFAPME » : l'organe de concertation entre centres de formation et l'Institut, piloté par ce dernier, visant la coordination des activités opérationnelles du réseau;

12° « centre » ou « centre de formation » : l'association agréée selon les conditions fixées par le Gouvernement et constituée en association sans but lucratif régie par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

13° « Gouvernement » : le Gouvernement wallon;

14° « usager » : toute personne physique ou morale qui bénéficie des services du réseau IFAPME. ».

Art. 3. Dans l'article 3 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « dont le sigle est I.F.A.P.M.E. » est remplacé par ce qui suit :

« dont le sigle est l' « IFAPME » »;

2° le même article est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« L'Institut et les centres de formation forment ensemble le réseau IFAPME.

L'Institut a son siège administratif à Charleroi. Il peut décider de décentraliser une partie de ses activités dans plusieurs sites sur le territoire de la région de langue française ».

Art. 4. L'article 4 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. L'Institut est soumis aux lois de service public pour toutes ses activités, notamment les principes de continuité du service public, d'égalité de traitement, de mutabilité. A ce titre, il veille tout particulièrement à rendre aux usagers un service universel.

Il veille également à accomplir ses missions dans le respect des principes généraux de transparence et de lisibilité de son action, de simplification administrative, d'efficacité et d'efficience publiques visant à l'optimisation et à l'allocation optimale des moyens et ressources disponibles.

Il vise à la satisfaction des usagers notamment par un service de gestion intégrée des plaintes. »

Art. 5. Dans l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. L'Institut a pour missions :

1° d'organiser, et de promouvoir, prioritairement avec le concours des centres de formation, les filières de formation ainsi que les parcours intermédiaires au sein de ces filières, telles que les formations de coordination et d'encadrement;

2° de proposer au travers des filières de formation spécifiques à la création, reprise et transmission d'entreprise une information sur les dispositifs de stimulation et d'organiser et de promouvoir toute activité d'information sur ces mêmes dispositifs;

3° d'identifier les besoins pour chacune des filières de formation et de coordonner les opérateurs en vue d'optimiser la réponse à apporter à ces besoins, notamment en matière d'alternance;

4° d'adapter et mettre en œuvre les référentiels établis dans le cadre des travaux menés par le Service francophone des métiers et des qualifications en application de l'accord de coopération conclu le 27 mars 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé : « S.F.M.Q. »;

5° d'élaborer les référentiels pour chacune des filières de formation et de concevoir les outils méthodologiques ou pédagogiques afférents aux formations;

6° d'organiser, de coordonner et de superviser le réseau IFAPME, notamment en :

a) coordonnant l'organisation de l'évaluation continue et des examens organisés dans les centres de formation et en définissant des dispositifs visant à la reconnaissance des compétences acquises tant en cours qu'en fin de formation;

b) contrôlant l'usage des subventions qui sont octroyées aux centres de formation et en assistant les centres dans une gestion efficiente des ressources mises à leur disposition;

7° d'organiser et de promouvoir le perfectionnement pédagogique, prioritairement avec la collaboration des centres de formation;

8° de superviser la conclusion des contrats de formation en alternance et de veiller à la bonne exécution de la formation par un suivi approprié auprès des apprenants et des entreprises;

9° de développer un processus complet de gestion des compétences visant à répondre aux besoins d'information, d'orientation professionnelle, d'acquisition, de renforcement ou d'adaptation des compétences des apprenants, constitué d'une offre de services composée essentiellement des phases suivantes : accueil, information sur les métiers et les compétences y afférentes, orientation professionnelle, parcours de formation, programmes de formation fondés sur des référentiels déclinés en compétences en articulation avec les profils métiers existants, notamment au sein du Service francophone des métiers et des qualifications, démarche pédagogique des formateurs intégrant l'approche des compétences et reposant sur le perfectionnement pédagogique, une reconnaissance/certification des compétences impliquant la valorisation des compétences acquises en vue de favoriser les passerelles entre opérateurs de formation, d'enseignement, de validation et d'emploi, délivrance du certificat de qualification professionnelle avec une reconnaissance des compétences;

10° de représenter la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises dans les instances régionales, communautaires, nationales et internationales, dans le cadre de ses missions »;

2° au § 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Le Gouvernement soumet à l'avis du Comité de gestion toute disposition décrétole ou réglementaire modifiant la législation ou la réglementation que l'Institut est chargé d'appliquer ou concernant le cadre du personnel ou la structure de l'Institut. »;

3° au même paragraphe, à l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 4, les mots « et de limiter la mission ainsi confiée pour une période déterminée » sont remplacés par les mots « dans le cadre des politiques de formation professionnelle ou de celles-ci en lien avec les politiques d'emploi. ».

Art. 6. Dans l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'Institut peut accomplir ses missions par le recours à l'intervention de tiers qui peut prendre la forme d'un partenariat, notamment avec les secteurs professionnels et d'autres opérateurs d'emploi, d'enseignement, de formation, ou d'insertion. »;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Par partenariat, il y a lieu d'entendre toute forme d'association ou de collaboration avec des intervenants publics ou privés, par laquelle des moyens financiers, humains ou matériels peuvent être mis en commun pour poursuivre un objectif ressortissant aux missions de l'Institut qui dépasse ou qui rend plus adéquate la réponse qu'un intervenant aurait pu apporter seul aux besoins des publics cibles ou lorsque l'Institut ne peut réaliser une partie de ses missions seul en raison de la spécificité du besoin à couvrir. »;

3° à l'alinéa 2 ancien, devenu alinéa 3, le 5° est remplacé comme suit :

« 5° prévoir les modalités de résiliation, notamment lorsque les circonstances suivantes interviennent :

a) la finalité du partenariat n'est plus respectée;

b) les actions menées ne s'inscrivent plus dans les orientations du contrat de gestion;

c) une des conditions visées aux 1° à 4° n'est plus remplie. »;

4° au 2° de l'alinéa 3 ancien, devenu alinéa 4, les mots « au moins » sont supprimés.

Art. 7. Dans l'article 7 du même décret, tel que modifié par l'article 15 du décret du 22 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « alinéa 3 » sont remplacés par les mots « alinéa 4 »;

2° l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Le contrat de gestion contient notamment les engagements du Gouvernement et de l'Institut, ainsi que les modalités de mise en œuvre, de suivi et de révision. Les missions de l'Institut établies par ou en vertu du présent décret font l'objet d'un suivi et d'une évaluation via les indicateurs prévus dans le contrat de gestion. »;

3° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 8. Dans l'article 8, alinéa 1^{er} du même décret, tel que modifié par l'article 7 du décret du 22 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2° est complété comme suit :

« représentées au sein du Conseil économique et social de Wallonie »;

2° au 3°, les mots « au sein du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E » sont remplacés par les mots « au sein du Conseil économique et social de Wallonie ».

Art. 9. Dans l'article 9 du même décret, tel que modifié par les articles 8 et 9 du décret du 22 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 3, 1^{re} phrase, les mots « visées et qui sont les plus concernées par l'offre de formation de l'Institut » sont remplacés par les mots « qui sont les plus représentatives de l'offre de formation de l'Institut, en prenant en considération le nombre d'heures de formation par an »;

2° au même paragraphe, alinéa 3, 2^e phrase, les mots « établi par l'Institut trois mois avant le renouvellement du comité de gestion » sont remplacés par les mots « établi par l'Institut et approuvé par le comité de gestion trois mois avant son renouvellement »;

3° au même paragraphe, l'alinéa 4 est remplacé comme suit :

« Le Gouvernement nomme le président et le vice-président du comité de gestion, tels que visés à l'article 8, alinéa 1^{er}, 1°. »;

4° au § 1^{er}, un alinéa 5 rédigé comme suit est inséré :

« Un membre suppléant ne peut siéger qu'en l'absence du membre effectif qu'il remplace. »;

5° au § 2, alinéa 1^{er}, le mot « quatre » est remplacé par le mot « cinq »;

6° au § 4, l'alinéa 2 est abrogé;

7° le § 5 est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Ce règlement d'ordre intérieur contient notamment les règles relatives à :

1° l'organisation des réunions dont, notamment, leur périodicité, les modalités de convocation, l'inscription des points à l'ordre du jour, l'exercice de la présidence en cas d'absence ou d'empêchement, les règles de quorum de présence et de vote, les règles de déontologie visant à prévenir le conflit d'intérêt et à assurer le respect de la confidentialité, les modalités relatives au secrétariat, la coordination avec le bureau, le recours à des experts, l'organisation de groupes de travail;

2° l'organisation et la fixation des délégations de pouvoir du comité de gestion vers le bureau et vers l'administrateur général, ainsi qu'aux modalités relatives à la gestion journalière »;

8° un § 6 rédigé comme suit est inséré :

« § 6. Assistent aux réunions du comité de gestion avec voix consultative :

1° l'administrateur général et l'administrateur général adjoint de l'Institut;

2° un représentant du conseil du réseau IFAPME, par la présence alternée, effectuée annuellement, des directeurs de centres agréés. ».

Art. 10. L'article 10 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. § 1^{er}. Le comité de gestion dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de cette compétence. Il prend toutes les décisions, qui en raison de leur importance ou des conséquences qu'elles entraînent pour l'Institut, déterminent une orientation, une politique, un positionnement vis-à-vis de son environnement.

Le comité de gestion peut déléguer une partie de ses pouvoirs au bureau ou à l'administrateur général.

Il prend les décisions en lieu et place du bureau exécutif lorsqu'à l'expiration du délai fixé, le bureau exécutif n'a pas pris de décision.

L'Institut accorde au président et vice-président des indemnités de déplacement et de frais de séjour, ainsi que des jetons de présence, dont les montants sont fixés par le Gouvernement ».

Art. 11. Dans le chapitre III du même décret, il est inséré une section 1^{re}bis rédigée comme suit :

« Section 1^{re}bis. — Du bureau du comité de gestion ».

Art. 12. Dans la section 1^{re}bis du chapitre III du même décret, il est inséré un article 10bis rédigé comme suit :

« Art. 10bis. § 1^{er}. Le bureau du comité de gestion est composé :

1° du président du comité de gestion, qui en assure la présidence, et du vice-président du comité de gestion;

2° de deux représentants des organisations représentatives des travailleurs;

3° de deux représentants des organisations interprofessionnelles d'employeurs ou d'indépendants;

4° de deux représentants des organisations d'employeurs ou d'indépendants représentatives dans une branche d'activité.

Les membres mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 2° à 4°, sont désignés par le Gouvernement sur proposition du comité de gestion, parmi les membres siégeant au sein du comité de gestion.

Deux tiers au maximum des membres ayant voix délibérative sont du même sexe.

Si l'inscription d'un point à l'ordre du jour d'une réunion du bureau concerne directement un ou plusieurs centres, le président du bureau peut décider d'inviter un représentant du ou des centres concernés avec voix consultative.

Le président du bureau peut décider de solliciter la présence à ses réunions d'experts externes ou d'experts du réseau IFAPME, lorsque l'objet d'une décision le requiert.

Le secrétariat du bureau est assuré par le secrétariat du comité de gestion.

§ 2. Les membres du bureau sont nommés pour une durée équivalente à celle du mandat du comité de gestion. Leur mandat est renouvelable. Il prend également fin en cas de décès ou de démission.

Dans un délai de trois mois suivant le décès, la démission au comité de gestion ou au bureau ou dans un délai de trois mois précédant l'expiration du mandat, le Gouvernement invite l'organisation concernée à présenter dans le mois le candidat sur des listes doubles et procède au remplacement après avoir préalablement sollicité l'avis du comité de gestion sur la proposition de l'organisme concerné.

En cas de démission ou d'expiration du mandat, les membres continuent à exercer pleinement leur mandat aussi longtemps qu'il n'a pas été pourvu à leur remplacement.

Celui qui remplace un membre dont les fonctions ont pris fin anticipativement pour quelque raison que ce soit achève le mandat de son prédécesseur.

La qualité de membre du bureau est incompatible avec la qualité de membre du personnel ou du conseil d'administration des centres de formation ou encore avec la qualité de membre du personnel de l'Institut.

§ 3. Chaque membre a une voix délibérative. L'administrateur général et l'administrateur général adjoint assistent aux réunions du bureau avec voix consultative.

§ 4. L'Institut accorde aux président et vice-président, ainsi qu'aux membres du bureau, des indemnités de déplacement et de frais de séjour, ainsi que des jetons de présence, dont les montants sont fixés par le Gouvernement.

§ 5. Le bureau a pour missions dans le respect des décisions et orientations prises par le comité de gestion :

1° de préparer tous les points inscrits à l'ordre du jour qui doivent faire l'objet d'une décision, d'un avis ou d'une information au comité de gestion;

2° de prendre les décisions sur les matières qui lui sont expressément déléguées par le comité de gestion dont les règles sont prévues dans le Règlement d'ordre intérieur du comité de gestion.

Le bureau fait rapport trimestriellement au comité de gestion des décisions visées au point 2° et qu'il a pris.

§ 6. Le bureau établit son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet, après consultation du comité de gestion, au Gouvernement pour approbation.

Le règlement d'ordre intérieur est établi dans le respect de celui du comité de gestion et contient notamment les règles relatives à l'organisation des réunions dont notamment leur périodicité, les modalités de convocation, l'inscription des points à l'ordre du jour, l'exercice de la présidence en cas d'absence ou d'empêchement, les règles de quorum de présence et de vote, les règles de déontologie visant à prévenir le conflit d'intérêt et à assurer le respect de la confidentialité, les modalités relatives au secrétariat, le recours à des experts, l'organisation de groupes de travail. ».

Art. 13. Dans le Chapitre III du même décret, il est inséré une section 1^{re}ter, rédigé comme suit :

« Section 1^{re}ter. — De l'audit interne ».

Art. 14. Dans la section 1^{re}ter du chapitre III, du même décret, il est inséré un article 10ter rédigé comme suit :

« Art. 10ter. § 1^{er}. Il est créé au sein de l'Institut un audit interne, indépendant et objectif, exercé par un auditeur interne et supervisé par un comité d'audit, qui donne à l'Institut une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, lui apporte ses conseils pour les améliorer, et contribue à créer de la valeur ajoutée.

L'Institut désigne, après approbation du comité de gestion, un auditeur interne qui exerce ses missions dans le cadre d'une charte d'audit élaborée dans le respect des normes nationales et internationales en la matière et approuvée par le comité de gestion.

L'auditeur interne procède, de façon indépendante et objective, à des analyses et évaluations permanentes afin de vérifier l'existence et le bon fonctionnement du système de contrôle interne, de management des risques et de gouvernance au sein de l'Institut et des centres de formation. Il est chargé de rédiger annuellement des rapports d'audit.

§ 2. Le comité d'audit est une commission restreinte du comité de gestion nommée par ce dernier pour la durée de son mandat.

Le comité d'audit est chargé :

1° d'examiner le plan d'audit établi par l'auditeur interne, de veiller à l'exécution de ce plan, de superviser l'activité de l'auditeur interne et d'examiner ses rapports d'audit annuels; lorsque le comité d'audit a procédé à leur examen, les rapports d'audit interne sont soumis au comité de gestion pour approbation;

2° de superviser les suites données par le réseau IFAPME aux recommandations contenues dans les rapports d'audit de l'auditeur interne;

3° de veiller au respect de la Charte du comité d'audit qui intègre les normes nationales et internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne.

Ses missions et son fonctionnement sont déterminés par une charte du comité d'audit élaborée dans le respect des normes nationales et internationales en la matière et approuvée par le comité de gestion.

Le comité d'audit est composé :

1° du président et du vice-président du comité de gestion;

2° de trois représentants désignés par le comité de gestion, chacun représentant une des composantes du comité de gestion;

3° d'un expert externe et indépendant de l'Institut, désigné par le comité de gestion sur base de sa compétence et de son expérience en matière d'audit interne.

Les membres visés au § 2, alinéa 4, sont désignés pour une durée de cinq ans, équivalente à celle du comité de gestion.

En cas de démission ou d'expiration du mandat, les membres continuent à exercer pleinement leur mandat aussi longtemps qu'il n'a pas été pourvu à leur remplacement.

Celui qui remplace un membre dont les fonctions ont pris fin anticipativement pour quelque raison que ce soit achève le mandat de son prédécesseur.

Les membres du comité d'audit ne peuvent disposer d'aucune mission exécutive au sein de l'organisation.

Le comité d'audit peut inviter des experts externes à ses réunions.

Les ressources et moyens de l'audit interne sont à charge du budget de l'Institut. ».

Art. 15. Dans la section 1^{re}ter du chapitre III du même décret, il est inséré un article 10^{quater} rédigé comme suit :
« Art. 10^{quater}. Dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables en matière de protection de la vie privée, l'Institut est habilité à transmettre et recevoir de manière dématérialisée des données issues de sources authentiques, tout en assurant le contrôle et la sécurité de l'échange d'information et de partage des données. Le Gouvernement peut préciser l'objet et le contenu de cette habilitation. ».

Art. 16. Dans l'article 11 du même décret, les mots « dans le cadre d'un mandat de cinq ans dont les conditions sont arrêtées par le Gouvernement » sont remplacés par les mots « par le Gouvernement pour un mandat d'une durée de cinq ans selon les conditions fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ».

Art. 17. Dans l'article 12 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er} :

a) les mots « et du bureau » sont insérés entre les mots « du comité de gestion » et le mot « et »;

b) les mots « lui rend compte » sont remplacés par les mots « leur rend compte »;

c) les mots « ou le bureau » sont insérés entre les mots « par le comité de gestion » et le mot « , de même que ».

2° au § 2, un point 2°bis est inséré et rédigé comme suit :

« 2°bis : décide de l'organisation interne des services dans le respect des décisions prises par le comité de gestion; »;

3° un cinquième et sixième paragraphes rédigés comme suit sont insérés :

« § 5. L'administrateur général tient le président du comité de gestion au courant des actes accomplis dans le cadre de la gestion journalière et lui fournit à sa demande toutes les explications nécessaires.

§ 6. L'administrateur général et l'administrateur général adjoint assistent aux réunions du comité de gestion et du bureau avec voix consultative. ».

Art. 18. Dans l'article 13 du même décret, les mots « un membre de l'Institut est désigné par le comité de gestion sur la proposition de l'administrateur général pour exercer ces fonctions » sont remplacés par les mots « le comité de gestion désigne, sur proposition de l'administrateur général et par priorité, un agent ou un membre du personnel de l'Institut de rang A4 au moins ».

Art. 19. Dans l'article 14 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit :

« et qui exercent les compétences définies par la loi du 16 mars 1954 précitée et par le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution »;

2° à l'alinéa 2, les mots « et du bureau » sont insérés après « du comité de gestion »;

3° les alinéas 3 à 6 sont remplacés par ce qui suit :

« Ils peuvent adresser un recours au Gouvernement dans les conditions et selon les modalités déterminées par les dispositions légales mentionnées à l'alinéa 1^{er}, sauf à l'encontre des recommandations ou avis émis dans le cadre de la mission visée à l'article 5, § 2. ».

Art. 20. Dans l'article 15 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 5°, les mots « , l'acceptation de ceux-ci étant soumise à l'autorisation du Gouvernement » sont supprimés;

2° le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° le produit des emprunts qui sont contractés dans le but de financer des opérations patrimoniales relatives à ses missions et moyennant la garantie de la Région wallonne; ».

Art. 21. Dans l'article 16 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 3 :

a) les mots « Conseil régional wallon » sont remplacés par « Parlement wallon »;

b) les mots « général des dépenses » sont supprimés;

2° le § 2 est abrogé;

3° au § 3, à l'alinéa 1^{er}, les mots « peut imposer » et « commerciale » sont remplacés respectivement par les mots « impose » et « générale »;

4° au même paragraphe, à l'alinéa 2, le mot « fixe » est remplacé par les mots « peut fixer ».

Art. 22. L'article 17 du même décret est complété comme suit :

« et fixe les règles générales applicables au personnel sous contrat de travail dans le respect de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

L'Institut est autorisé à recruter du personnel contractuel aux fins exclusives énumérées à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent. ».

Art. 23. Le Chapitre VI du même décret comportant l'article 19 est abrogé.

Art. 24. L'intitulé du Chapitre VII du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre VII. — De la coordination du réseau IFAPME ».

Art. 25. L'article 20 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. § 1^{er}. Il est créé au sein de l'Institut un organe de coordination du réseau IFAPME, ci-après dénommé « le conseil du réseau IFAPME », chargé de prendre les mesures opérationnelles des décisions prises par le comité de gestion ou le bureau de l'Institut relatives à l'organisation et au fonctionnement du réseau IFAPME.

Le conseil du réseau IFAPME peut également rendre des avis ou émettre des recommandations, d'initiative ou à la demande du comité de gestion ou du bureau, dans les matières liées à l'organisation et à l'intégration du réseau IFAPME, notamment en matière pédagogique, financière, informatique, de communication, de partenariat et de qualité.

Il rend ses avis et prend les décisions opérationnelles dans le respect des dispositions du présent décret, des orientations prises dans le contrat de gestion conclu entre le Gouvernement et l'Institut, des conventions bilatérales conclues entre l'Institut et les centres de formation et des décisions prises par le comité de gestion de l'Institut ou le bureau.

§ 2. Le conseil du réseau IFAPME est composé de :

- 1°) l'administrateur général, qui le préside et fixe l'ordre du jour;
- 2°) les directeurs des centres de formation agréés, ou leurs suppléants;
- 3°) les membres du personnel de l'Institut désignés par l'administrateur général en raison de leur expertise sur les dossiers à traiter, sans que le nombre de membres ne soit inférieur à trois et supérieur à six et que ceux-ci ne soient déjà visés au 1°).

Tous les membres de conseil du réseau IFAPME ont voix délibérative.

Le secrétariat est assuré par un membre du personnel de l'Institut.

§ 3. Le conseil du réseau IFAPME établit un règlement d'ordre intérieur qu'il soumet pour approbation au comité de gestion.

Ce règlement d'ordre intérieur définit, notamment, les règles relatives à l'organisation des réunions dont notamment leur périodicité, les modalités de convocation, l'inscription des points à l'ordre du jour, l'exercice de la présidence en cas d'absence ou d'empêchement, les règles de quorum de présence et de vote, les règles de déontologie visant à prévenir le conflit d'intérêt et à assurer le respect de la confidentialité, les modalités relatives au secrétariat, la coordination avec le comité de gestion, le recours à des experts, l'organisation de groupes de travail ».

Art. 26. Dans l'article 21 du même décret, l'ancien alinéa devient un § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er} :

a) l'alinéa 1^{er} est complété en début de phrase par les mots « Pour la réalisation de leurs missions, » et le mot « agréés » est inséré entre les mots « centres de formation » et le mot « bénéficiaire »;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

1. les mots « aux centres, » sont insérés entre les mots « subventions » et les mots « en veillant »;
2. les mots « en particulier à assurer » sont remplacés par les mots « à donner »;
3. l'alinéa est complété par les mots « , ainsi que le respect des dispositions fixant les interventions financières de l'Institut et le respect des dispositions fixant les conditions d'agrément et de retrait d'agrément des centres. »;

c) le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut indexer, selon les modalités qu'il détermine, les montants des subventions et interventions financières, dans le respect des dispositions légales et réglementaires concernant l'indexation des salaires. »;

2° l'article est complété par les §§ 2 à 6 rédigés comme suit :

« § 2. Le centre agréé par le Gouvernement conclut avec l'Institut une convention bilatérale déclinant les orientations stratégiques définies dans le contrat de gestion de l'Institut et fixant des objectifs à atteindre liés à l'octroi des subventions. Il est, en outre, tenu d'élaborer un tableau de bord semestriel suivant le modèle fixé par l'Institut, reprenant les indicateurs des différentes actions, conformément à ceux prévus dans le contrat de gestion et du plan d'entreprise de l'Institut.

§ 3. Le Gouvernement est habilité à fixer, selon les modalités qu'il détermine, les obligations de l'Institut et des centres pour favoriser la visibilité et la notoriété du Réseau IFAPME.

§ 4. Le centre de formation transmet annuellement à l'Institut, a minima et selon les modalités fixées par le Gouvernement :

- 1° les comptes annuels de l'exercice écoulé;
- 2° le projet de budget;
- 3° un plan prévisionnel d'achats d'équipements, comprenant un ordre de priorités et une indication des prix;
- 4° un plan stratégique global opérationnalisant les orientations stratégiques et les démarches de qualité fixées par l'Institut;
- 5° un projet pédagogique annuel;
- 6° un rapport d'activités selon le modèle défini par l'Institut;
- 7° un recensement des ressources humaines avec descriptif des fonctions, barèmes et avantages qui y sont attachés;
- 8° un inventaire du patrimoine du centre, où le mobilier et le matériel subventionnés sont inscrits distinctement de ceux acquis exclusivement sur fonds propres;
- 9° un plan d'affectation des bonis établis après clôture des comptes et réaffectation éventuelle de bonis antérieurs cumulés générés par l'association les années antérieures, selon les priorités établies par le Gouvernement.

§ 5. L'Institut a le droit à tout moment d'obtenir, moyennant une demande au centre de formation concerné, la situation de la trésorerie du centre, intégrant les placements éventuels.

La comptabilité des centres de formation distingue clairement ce qui relève des recettes propres de celles qui relèvent du subventionnement public octroyé par l'Institut.

§ 6. Toute modification des statuts d'un centre agréé doit être soumise à l'approbation du Gouvernement, après avis de l'Institut, dans le mois de l'assemblée générale lors de laquelle il a été décidé de la modification. Au plus tard deux mois après la réception des statuts modifiés et après l'avis de l'Institut, le Gouvernement approuve ou non les modifications. ».

Art. 27. L'article 22 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. Pour chacun des centres de formation, l'administrateur général désigne un membre du personnel et son suppléant parmi le personnel de niveau A de l'Institut afin que celui-ci assiste de plein droit aux réunions de tout organe décisionnel du centre, intervienne à l'encontre d'une décision qu'il estime contraire à l'intérêt général, aux dispositions légales et réglementaires ou aux intérêts et au déploiement du réseau IFAPME selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Une demande de suspension d'une décision peut être prise par le membre du personnel ou son suppléant selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Dès lors que le centre cesse de satisfaire à une des conditions ou obligations d'agrément ou à une des obligations énoncées par le présent décret, l'Institut peut mettre en demeure le centre de se conformer au respect de ses obligations et ce, dans un délai déterminé. Il peut également décider de surseoir, dans le respect du principe de proportionnalité, au paiement de tout ou partie des subventions, selon les modalités fixées par le Gouvernement. Le Gouvernement peut également suspendre ou retirer l'agrément d'un centre, selon les modalités qu'il détermine. ».

Art. 28. Le chapitre VIII du même décret comportant les articles 23 et 24 est abrogé.

Art. 29. Les articles 26 et 27, alinéa 2, du même décret sont abrogés.

Art. 30. Les articles 46 et 49, § 2, alinéa 1^{er} et § 4, alinéa 8, du décret du 19 décembre 2012 portant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013 sont abrogés à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 31. A l'article 47 du décret du 19 décembre 2012 portant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013, les mots « L'indexation des montants des subventions telle que prévue à l'article 22 de l'arrêté » sont remplacés par les mots qui suivent :

« L'indexation des montants des subventions aux centres telle que prévue aux articles 16 et 22 de l'arrêté ».

Art. 32. A l'article 48 du décret du 19 décembre 2012 portant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013, les mots « selon l'ordre de priorités » sont remplacés par les mots « selon les priorités ».

Art. 33. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juin 2013.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 mai 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

—
Note

(1) *Session 2012-2013.*

Documents du Parlement wallon, 791 (2012-2013) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 29 mai 2013.

Discussion.

Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/203383]

30 MEI 2013. — Decreet tot wijziging van het decreet van 17 juli 2013 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises" (WaaIs Instituut voor alternerende vorming, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) (1)

Het WaaIs Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 2 van het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises", hierna het decreet genoemd, wordt vervangen als volgt :

"Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "opleidingsfilières" : de filières georganiseerd binnen het IFAPME-net, namelijk de alternerende opleiding, zowel de leeropleiding als de opleiding tot ondernemingshoofd, de niet-altemerende opleiding tot ondernemingshoofd, de coördinatie- en begeleidingsopleiding, de doorlopende opleiding, de opleiding tot de schepping en de overdracht van activiteiten;

2° "alternerende opleiding" : de beroepsopleiding die een praktische opleiding op de werkvloer combineert met een opleiding in een opleidingscentrum waar algemene en beroepsvakken aangeleerd worden en die georganiseerd wordt in het kader van een partnerschap tussen een opleidingsoperator of een leerling en een onderneming, volgens nauwkeurige modaliteiten in termen van opleidingsduur, erkenning van de verworven opleiding, certificering, begeleiding, bezoldiging en sociale rechten;

3° "overeenkomst inzake alternerende opleiding" : de overeenkomst waarbij een werkgever zich ertoe verbindt een praktische opleiding op de werkvloer te geven of te laten geven aan een leerling en waarbij een leerling zich ertoe verbindt een opleiding op de werkvloer onder het toezicht van de werkgever te volgen, alsook een systematische opleiding in een opleidingscentrum; de overeenkomst inzake alternerende opleiding wordt leercontract genoemd in het kader van de scholing en stageovereenkomst in het kader van de opleiding tot bedrijfsleider;

4° "scholing" : de kwalificerende alternerende opleiding die bij het sluiten van een overeenkomst inzake alternerende opleiding een praktische opleiding in een onderneming en cursussen inzake algemene en beroepsopleiding combineert;

5° "opleiding tot ondernemingshoofd" : de opleidingsfilière ter voorbereiding van de uitoefening van een leidend ambt in een kleine en middelgrote onderneming of van de uitoefening van een zelfstandig beroep al dan niet uitgevoerd met een overeenkomst inzake alternerende opleiding;

6° "coördinatie- en begeleidingsopleiding" : de opleiding ter voorbereiding van de uitoefening van een coördinatie, begeleidingsambt of van een ambt van directie-adjunct in een kleine en middelgrote onderneming met of zonder stageovereenkomst;

7° "doorlopende opleiding" : de opleidingsfilière die levenslang wordt uitgevoerd en die het mogelijk maakt de vaardigheden en de beroepskwalificatie te vergroten en zich aan te passen aan de technische, economische, juridische en sociale evolutie;

8° "opleiding inzake de begeleiding voor de oprichting en de overdracht van activiteit van zelfstandige of onderneming" : de filière inzake algemene en beroepsopleiding met het oog op de ontwikkeling van de nodige vaardigheden om een project voor de oprichting of overdracht/overname van onderneming te concretiseren;

9° "pedagogische vervolmaking" : de pedagogische activiteiten die met name via opleidingen worden georganiseerd en die als doel hebben de pedagogische en professionele kennis van eenieder die een doorlopende opleidingsopdracht binnen het IFAPME-net vervult, te verbeteren, namelijk de opleiders, het opleidingspersoneel van de centra, de personen die de leerlingen begeleiden binnen het IFAPME, de voogden en de opleidingsondernemingen;

10° "IFAPME-net" : het net dat bestaat uit het "Instituut" als Waalse openbaar orgaan en uit de opleidingscentra die als verenigingen zonder winstoogmerk worden samengesteld en door de Regering erkend;

11° "coördinatie-orgaan van het IFAPME-net" : het overlegorgaan tussen de opleidingscentra en het "Instituut", dat door laatstgenoemd wordt geleid, en dat de coördinatie van de operationele activiteiten van het net beoogt;

12° "centrum" of "opleidingscentrum" : de vereniging erkend volgens de voorwaarden bepaald bij de Regering en samengesteld als vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winstgevend doel, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

13° "Regering" : de Waalse Regering;

14° "gebruiker" : elke natuurlijke of rechtspersoon die in aanmerking komt voor de diensten van het IFAPME-net."

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, Franse versie, worden de woorden "dont le sigle est I.F.A.P.M.E." vervangen als volgt :

"dont le sigle est l'IFAPME";

2° hetzelfde artikel wordt aangevuld met twee leden luidend als volgt :

"Het "Instituut" en de opleidingscentra vormen samen het IFAPME-net.

De administratieve zetel van het "Instituut" is gevestigd te Charleroi. Het "Instituut" kan beslissen om een deel van zijn activiteiten over verschillende sites op het grondgebied van het Franse taalgebied te verspreiden."

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 4. Het "Instituut" is onderworpen aan de openbare wetten voor al zijn activiteiten, met name de principes van continuïteit van de openbare dienst, van gelijke behandeling, van veranderlijkheid. In die hoedanigheid zorgt het er in het bijzonder voor om een universele dienst te bieden aan de gebruikers.

Het zorgt er ook voor om zijn opdrachten met inachtneming van de algemene principes van doorzichtigheid en van leesbaarheid van zijn actie, van administratieve vereenvoudiging, openbare doeltreffendheid en doelmatigheid te vervullen met het oog op de optimalisering en de optimale toekenning van de beschikbare middelen en hulpbronnen.

Het beoogt de bevrediging van de gebruikers via met name een dienst voor geïntegreerd beheer van de klachten."

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

" § 1. Het "Instituut" heeft de volgende opdrachten :

1° de opleidingsfilières en de tussentrajecten binnen deze filières, zoals de coördinatie- en begeleidingsfilières, bij voorkeur met de medewerking van de opleidingscentra, organiseren en bevorderen;

2° via specifieke opleidingsfilières voor de oprichting, overname en overdracht van onderneming, een informatie voorstellen over de stimulatievoorzieningen en elke informatie-activiteit over dezelfde voorzieningen organiseren en bevorderen;

3° de behoeften voor elke opleidingsfilière opsporen en de operatoren coördineren om optimaal in te spelen op de behoeften, met name inzake alternatie;

4° zorgen voor de aanpassing en de uitvoering van de referentiesystemen ingevoerd in het kader van de werken gevoerd door de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" overeenkomstig het samenwerkingsakkoord gesloten op 27 maart 2009, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications", in het kort : "S.F.M.Q.";

5° referentiesystemen uitwerken voor elke opleidingsfilière en de methodologische of pedagogische instrumenten betreffende de opleidingen opvatten;

6° het IFAPME-net organiseren, coördineren en superviseren, waarbij het met name :

a) de organisatie van de doorlopende evaluatie en van de examens georganiseerd in de opleidingscentra coördineert en waarbij het voorzieningen bepaalt met het oog op de erkenning van de verworven vaardigheden zowel tijdens als op het einde van de opleiding;

b) het gebruik van de toelagen die aan de opleidingscentra worden toegekend, controleert en de centra bijwoont in een doelmatig beheer van de te hunner beschikking gestelde hulpbronnen;

7° de pedagogische vervolmaking, bij voorkeur met de medewerking van de opleidingscentra, organiseren en bevorderen;

8° het sluiten van de overeenkomsten inzake alternerende opleiding superviseren en voor de goede uitvoering van de opleiding door een gepaste opvolging bij de leerlingen en ondernemingen zorgen;

9° een volledig proces inzake het beheer van de vaardigheden ontwikkelen om in te spelen op de behoeften aan informatie, voorlichting bij beroepskeuze, verwerving, versterking of aanpassing van de vaardigheden van de leerlingen; dat proces bestaat uit een aanbod van diensten dat wezenlijk samengesteld is van de volgende fasen : onthaal, informatie over de beroepen en de desbetreffende vaardigheden, voorlichting bij beroepskeuze, opleidings-traject, opleidingsprogramma's gegrond op de referentiesystemen waarin de vaardigheden gekoppeld aan de bestaande beroepsprofielen aan bod komen, met name binnen de "Service francophone des Métiers et des Qualifications", pedagogische stap van de opleiders, die de aanpak van de vaardigheden invoert en die gegrond is op de pedagogische vervolmaking, erkenning/certificering van de vaardigheden die de valorisatie van de verworven vaardigheden impliceert, met het oog op de bevordering van de overstapmogelijkheden tussen opleidings-, onderwijs-, bekrachtigings- en tewerkstellingsoperatoren, afgifte van het bekwaamheidsgetuigschrift met een erkenning van de vaardigheden;

10° de permanente opleiding voor zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen in het kader van zijn opdrachten vertegenwoordigen binnen de gewestelijke, gemeenschappelijke, nationale en internationale instanties;"

2° in § 2, wordt, tussen de eerste en tweede leden, een lid ingevoegd luidend als volgt :

"De Regering legt elke decreetale of reglementaire bepaling tot wijziging van de wetgeving of de regeling die het "Instituut" moet toepassen, of betreffende de personeelsformatie of de structuur van het "Instituut" voor advies voor aan het beheerscomité";

3° in dezelfde paragraaf, voormalig derde lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden "en dat de opdrachten voor een bepaalde periode toevertrouwd worden" vervangen door de woorden "in het kader van de beleidsvormen inzake beroepsopleiding of van degenen in verband met de tewerkstellingsbeleidsvormen".

Art. 6. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"Het "Instituut" mag zijn opdrachten uitvoeren met de tussenkomst van derden die de vorm van een partnerschap kan aannemen, met name met de beroepssectoren en met andere tewerkstellings-, onderwijs-, opleidings- of inschakelingsoperatoren";

2° er wordt tussen de eerste en de tweede leden een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Onder "partnerschap" dient te worden verstaan elke vorm van vereniging of samenwerking met partners uit de openbare of de privé-sector, waardoor financiële en materiële middelen, alsook menselijke krachten gezamenlijk ingeschakeld kunnen worden ofwel om een doel te bereiken dat deel uitmaakt van de opdrachten van het "Instituut", of dat beter inspeelt op een behoefte van de doelpublieken dan één partner alleen, ofwel om bijstand te verlenen wanneer het "Instituut" zich niet alleen van zijn opdrachten kan kwijten omdat in een specifieke behoefte moet worden voorzien";

3° in het voormalige tweede lid, dat het derde lid is geworden, wordt 5° vervangen als volgt :

"5° de ontbindingsmodaliteiten bepaald worden, met name in de volgende omstandigheden :

a) de doelgerichtheid van het partnerschap wordt niet meer nageleefd;

b) de gevoerde acties liggen niet meer in de oriëntaties van de beheersovereenkomst;

c) één van de voorwaarden bepaald in 1° tot 4° wordt niet meer vervuld";

4° in 2°, van het voormalige derde lid, dat het vierde lid is geworden, vervalt het woord "minstens".

Art. 7. In artikel 7 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 15 van het decreet van 22 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "derde lid" vervangen door de woorden "vierde lid";

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"De beheersovereenkomst omvat met name de verbintenissen van de Regering en van het "Instituut" alsmede de modaliteiten betreffende de uitvoering, de opvolging en de herziening. De opdrachten van het "Instituut" die bij of krachtens dit decreet zijn bepaald, worden opgevolgd en onderworpen aan een evaluatie aan de hand van de indicatoren bedoeld in het kader van de beheersovereenkomst";

3° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 8. In artikel 8, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij artikel 7 van het decreet van 22 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 2° wordt aangevuld als volgt :

"vertegenwoordigd binnen de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-Economische Raad van Wallonië);

2° in 3° worden de woorden "binnen de Hoge raad voor zelfstandigen en K.M.O.'s" vervangen door de woorden "binnen de "Conseil économique et social de Wallonie".

Art. 9. In artikel 9 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij de artikel 8 en 9 van het decreet van 22 juli 2010 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, derde lid, eerste zin worden de woorden "de bedoelde organisaties die het meest betrokken zijn bij het opleidingsaanbod van het "Institut"" vervangen door de woorden "de meest representatieve organisaties van het opleidingsaanbod van het "Institut" met inachtneming van het aantal uren opleiding per jaar";

2° in dezelfde paragraaf, derde lid, wordt de tweede zin vervangen als volgt : "Daartoe wordt een kadaster van het volledige opleidingsaanbod per activiteitensector door het "Institut" opgemaakt en door het beheerscomité goedgekeurd drie maanden vóór de hernieuwing ervan";

3° in dezelfde paragraaf wordt het vierde lid vervangen als volgt :

"De Regering benoemt de voorzitter en de ondervoorzitter van het beheerscomité, zoals bedoeld in artikel 8, eerste lid, 1° »;

4° in § 1 wordt een vijfde lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Een plaatsvervangend lid kan slechts zitting hebben indien het gewoon lid dat hij vervangt, afwezig is.";

5° in § 2, eerste lid, wordt het woord "vier" vervangen door het woord "vijf";

6° in § 4, wordt het tweede lid opgeheven;

7° § 5 wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"Dit huishoudelijk reglement omvat met name de regels betreffende :

1° de organisatie van de vergaderingen, met name, hun periodiciteit, de oproepingsmodaliteiten, de inschrijving van de agendapunten, de uitoefening van het voorzitterschap in geval van afwezigheid of verhindering, de regels betreffende het aanwezigheidsquorum en de stemming, de deontologische regels om belangenconflicten te voorkomen en om de naleving van het vertrouwelijkheidsbeginsel te waarborgen, de modaliteiten betreffende het secretariaat, de coördinatie met het bureau, het beroep op deskundigen, de organisatie van werkgroepen;

2° de organisatie en de bepaling van de overdrachten van bevoegdheden van het beheerscomité naar het bureau en naar de administrateur-generaal, alsmede de modaliteiten betreffende het dagelijkse beheer.";

8° er wordt een § 6 ingevoegd, luidend als volgt :

" § 6. De volgende personen wonen de vergaderingen van het beheerscomité met raadgevende stem bij :

1° de administrateur-generaal en de adjunct administrateur-generaal van het "Institut";

2° een vertegenwoordiger van de raad van het IFAPM-net, met de jaarlijkse alternerende aanwezigheid van de directeurs van de erkende centra.".

Art. 10. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 10. § 1. Het beheerscomité beschikt over alle machten die nodig zijn voor de uitoefening van die bevoegdheid. Het neemt alle beslissingen die wegens hun omvang en de gevolgen die ze voor het "Institut" teweegbrengen, een oriëntatie, een beleid of een standpunt t.o.v. zijn omgeving bepalen.

Het beheerscomité kan een deel van zijn bevoegdheden gedeeltelijk overdragen aan het bureau of aan de administrateur-generaal.

Het neemt de beslissingen in plaats van het uitvoerend bureau wanneer laatgenoemd na afloop van de bepaalde termijn geen beslissing heeft genomen.

Het "Institut" verleent reis- en verblijfkosten alsmede presentiegeld, waarvan de bedragen door de Regering worden bepaald, aan de voorzitter en de ondervoorzitter".

Art. 11. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een afdeling *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Afdeling *1bis*. — Bureau van het beheerscomité".

Art. 12. In afdeling *1bis* van hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een artikel *10bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *10bis*. § 1. Het bureau van het beheerscomité bestaat uit :

1° de voorzitter van het beheerscomité, die het voorzitterschap waarneemt, en de ondervoorzitter van het beheerscomité;

2° twee vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;

3° twee vertegenwoordiging van de interprofessionele organisaties van de werkgevers of de zelfstandigen;

4° twee vertegenwoordiging van de organisaties van de werkgevers of van de zelfstandigen die een activiteitensector vertegenwoordigen.

De in het eerste lid, 2° tot 4°, bedoelde leden worden onder de leden die zitting hebben binnen het beheerscomité door de Regering benoemd op voorstel van het beheerscomité.

Maximum twee derden van de leden met raadgevende stem zijn van hetzelfde geslacht.

Indien de inschrijving van een agendapunt van een vergadering van het bureau rechtstreeks één of meerdere centra betreft, kan de voorzitter van het bureau beslissen om één vertegenwoordiger van het/de betrokken centrum/centra met raadgevende stemmen uit te nodigen.

De voorzitter van het bureau kan beslissen om de aanwezigheid van externe deskundigen of van deskundigen van het IFAPME-net op zijn vergaderingen te verzoeken wanneer het voorwerp van een beslissing het vereist.

Het secretariaat van het bureau wordt door het secretariaat van het beheerscomité waargenomen.

§ 2. De leden worden voor dezelfde duur als die van het mandaat van het beheerscomité benoemd. Hun mandaat is hernieuwbaar. Het eindigt ook bij overlijden of ontslag.

Binnen een termijn van drie maanden na het overlijden, het ontslag bij het beheerscomité of bij het bureau of binnen een termijn van drie maanden vóór het verstrijken van het mandaat verzoekt de Regering de betrokken organisatie om binnen één maand de kandidaat uit dubbeltallen voor te dragen en gaat ze tot de vervanging over nadat ze tevoren om het advies van het beheerscomité op voorstel van het betrokken orgaan heeft verzocht.

Bij ontslag of verstrijken van het mandaat blijven de leden hun mandaat volledig uitoefenen zolang ze niet vervangen zijn.

Degene die een lid vervangt, wiens functies voortijdig ongeacht de reden beëindigd zijn, voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

De hoedanigheid van lid van het bureau is onverenigbaar met de hoedanigheid van personeelslid of lid van de raad van bestuur van de opleidingscentra of met de hoedanigheid van personeelslid van het "Instituut".

§ 3. Elk lid is stemgerechtigd. De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal wonen de vergaderingen van het bureau met raadgevende stem bij.

§ 4. Het "Instituut" verleent reis- en verblijfkosten alsmede presentiegeld, waarvan de bedragen door de Regering worden bepaald, aan de voorzitter en de ondervoorzitter en aan de leden van het bureau.

§ 5. Het bureau vervult met inachtneming van de beslissingen en keuzes van het beheerscomité de volgende opdrachten :

1° alle agendapunten die het voorwerp moeten uitmaken van een beslissing, een advies of een informatie aan het beheerscomité voorbereiden;

2° de beslissingen nemen over de aangelegenheden die hem uitdrukkelijk worden overgedragen door het beheerscomité en waarvan de regels in het huishoudelijk reglement van het beheerscomité worden bepaald.

Het bureau brengt driemaandelijks verslag uit aan het beheerscomité over de beslissingen die in punt 2° bedoeld zijn en die het genomen heeft.

§ 6. Het bureau maakt zijn huishoudelijk reglement op, dat het na raadpleging van het beheerscomité ter goedkeuring voorlegt aan de Regering.

Het huishoudelijk reglement wordt met inachtneming van het huishoudelijk reglement van het beheerscomité opgemaakt en bevat met name de organisatie van de vergaderingen, met name, hun periodiciteit, de oproepingsmodaliteit, de inschrijving van de agendapunten, de uitoefening van het voorzitterschap in geval van afwezigheid of verhindering, de regels betreffende het aanwezigheidsquorum en de stemming, de deontologische regels om belangenconflicten te voorkomen en om de naleving van het vertrouwelijkheidsbeginsel te waarborgen, de modaliteiten betreffende het secretariaat, de coördinatie met het bureau, het beroep op deskundigen, de organisatie van werkgroepen. "

Art. 13. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een afdeling *1ter* ingevoegd, luidend als volgt :

"Afdeling *1ter*. — Interne auditregeling".

Art. 14. In afdeling *1ter* van hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een artikel *10ter* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *10ter*. § 1. Binnen het "Instituut" wordt een interne, zelfstandige en objectieve auditregeling opgericht die uitgeoefend wordt door een interne auditeur en gesuperviseerd door een auditcomité; die auditregeling geeft het "Instituut" een waarborg over de beheersgraad van zijn verrichtingen, adviseert hem om ze te verbeteren en draagt tot het creëren van meerwaarde bij.

Het "Instituut" wijst na goedkeuring van het beheerscomité een interne auditeur aan die zijn opdrachten uitoefent in het kader van een audithandvest opgemaakt met inachtneming van de nationale en internationale normen ter zake en goedgekeurd door het beheerscomité.

De interne auditeur gaat op zelfstandige en objectieve wijze over tot analyses en permanente evaluaties om het bestaan en de goede werking van het interne controlesysteem, van het management van de risico's en goed bestuur binnen het "Instituut" en de opleidingscentra na te gaan. Hij is belast met de jaarlijkse opstelling van de auditverslagen.

§ 2. Het auditcomité is een beperkte commissie van het beheerscomité die door laatstgenoemd voor de duur van zijn mandaat wordt benoemd.

Het auditcomité is ermee belast :

1° het door de interne auditeur opgemaakte auditplan te onderzoeken, te zorgen voor de uitvoering van dit plan, de activiteit van de interne auditeur te superviseren en zijn jaarlijkse auditverslagen te onderzoeken; wanneer het auditcomité de verslagen van de interne auditregeling heeft onderzocht, worden ze ter goedkeuring voorgelegd aan het beheerscomité;

2° de door het IFAPME-net gegeven gevolgen aan de aanbevelingen bedoeld in de auditverslag van de interne auditeur te superviseren;

3° te zorgen voor het naleven van het Handvest van het auditcomité dat de nationale en internationale normen voor de beroepspraktijk van de interne auditregeling omvat. Zijn opdrachten en zijn werking worden bepaald in een handvest van het auditcomité dat opgemaakt is overeenkomstig de nationale en internationale normen ter zake en dat door het beheerscomité wordt goedgekeurd.

Het auditcomité bestaat uit :

1° de voorzitter en de ondervoorzitter van het beheerscomité;

2° drie vertegenwoordigers aangewezen door het beheerscomité, waarbij elke één van de bestanddelen van het beheerscomité vertegenwoordigen;

3° een externe en zelfstandige deskundige van het "Instituut" aangewezen door het beheerscomité op grond van zijn competentie en van zijn ervaring inzake interne auditregeling.

De in § 2, vierde lid, bedoelde leden worden aangewezen voor een duur van vijf jaar, die gelijk is aan de duur van het beheerscomité.

Bij ontslag of verstrijken van het mandaat blijven de leden hun mandaat volledig uitoefenen zolang ze niet vervangen zijn.

Degene die een lid vervangt, wiens functies voortijdig ongeacht de reden beëindigd zijn, voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

De leden van het auditcomité mogen niet beschikken over een uitvoerende opdracht binnen de organisatie.

Het auditcomité kan externe deskundigen op zijn vergaderingen uitnodigen.

De hulpbronnen en middelen van de interne auditregeling zijn ten laste van de begroting van het "Instituut".

Art. 15. In afdeling 1^{ter} van hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een artikel 10^{quater} ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 10^{quater}. Met inachtneming van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wordt het "Instituut" gemachtigd om de gegevens op ongematerialiseerde wijze van de gegevens van authentieke bronnen te verstrekken en te ontvangen, waarbij het tegelijkertijd voor de controle en de zekerheid van de gegevensuitwisseling en het delen van de gegevens zorgt. De Regering kan het doel en de inhoud van die machtiging nader bepalen".

Art. 16. In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de woorden "in het kader van een mandaat van vijf jaar waarvan de voorwaarden door de Regering bepaald worden." vervangen door de woorden "door de Regering voor een mandaat van vijf jaar volgens de voorwaarden bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode".

Art. 17. In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 :

a) worden de woorden "en van het bureau" ingevoegd tussen de woorden "van het beheerscomité" en de woorden "uit en";

b) worden de woorden "en brengt hem om de drie maanden verslag uit" vervangen door de woorden "en brengt hun om de drie maanden verslag uit";

d c) worden de woorden "of het bureau" ingevoegd tussen de woorden "door het beheerscomité" en de woorden "genomen beslissingen".

2° er wordt in § 2 een punt 2°^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

"2°^{bis} : over de interne organisatie van de diensten beslissen met inachtneming van de door het beheerscomité genomen beslissingen";

3° er worden een § 5 en een § 6 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 5. De administrateur-generaal stelt de voorzitter van het beheerscomité in kennis van de handelingen verricht in het kader van het dagelijkse beheer en verstrekt hem op eigen verzoek elke nodige uitleg.

§ 6. De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal wonen de vergaderingen van het beheerscomité met raadgevende stem bij.

Art. 18. In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de woorden "wijst het beheerscomité een lid van het "Instituut" aan op de voordracht van de algemeen bestuurder om diens functies uit te oefenen" vervangen door de woorden "wijst het beheerscomité op voorstel van de administrateur-generaal en bij voorrang een ambtenaar of een personeelslid van het "Instituut" van minstens rang A4 aan".

Art. 19. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

"en die de vaardigheden uitoefenen zoals bepaald in de bovenvermelde wet van 16 maart 1954 en in het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet";

2° in het tweede lid worden de woorden "en van het bureau" ingevoegd na de woorden "van het beheerscomité";

3° het eerste en het zesde lid worden vervangen als volgt :

"Ze kunnen bij de Regering onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten bepaald bij de in het eerste lid bedoelde wettelijke bepalingen indienen behalve tegen de aanbevelingen of adviezen uitgebracht in het kader van de opdracht bedoeld in artikel 5, § 2".

Art. 20. In artikel 15 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 5° vervallen de woorden ", die slechts met de instemming van de Regering toegelaten worden";

2° 6° wordt vervangen als volgt :

"6° de opbrengst van de leningen die aangegaan worden om de patrimoniale verrichtingen betreffende zijn opdrachten en mits de waarborg van het Waalse Gewest te financieren".

Art. 21. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, derde lid :

a) worden de woorden "de Waalse Gewestraad" vervangen door de woorden "het Waalse Parlement";

b) worden de woorden "algemene uitgavenbegroting" vervangen door het woord "begroting";

2° § 2 wordt opgeheven;

3° in § 3, eerste lid, worden de woorden "kan een afzonderlijke commerciële boekhouding opleggen" vervangen door de woorden "legt een afzonderlijke algemene boekhouding op";

4° in dezelfde paragraaf, tweede lid, worden de woorden "bepaalt de regels" vervangen door de woorden "kan de regels bepalen".

Art. 22. Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

"; ze bepaalt ook de algemene regels die van toepassing zijn op het personeel met een arbeidsovereenkomst met inachtneming van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Het "Instituut" mag contractueel personeel in dienst nemen uitsluitend voor de doeleinden bepaald in artikel 2, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen."

Art. 23. Hoofdstuk VI van hetzelfde decreet dat artikel 19 omvat, wordt opgeheven.

Art. 24. Het opschrift van Hoofdstuk VII van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Hoofdstuk VII. — Coördinatie van het IFAPME-net".

Art. 25. Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 20. § 1. Er wordt binnen het "Instituut" een coördinatie-orgaan van het IFAPME-net, hierna "de raad van het IFAPME-net" genoemd opgericht, dat ermee belast is operationele maatregelen van de door het beheerscomité of het bureau van het "Instituut" genomen beslissingen betreffende de organisatie en de werking van het IFAPME-net te treffen.

De raad van het IFAPME-net kan ook op eigen initiatief of op verzoek van het beheerscomité of van het bureau adviezen of aanbevelingen uitbrengen over de aangelegenheden gebonden aan de organisatie en de integratie van het IFAPME-net, met name in de pedagogische, financiële, informatica-, communicatie-, partnerschaps-, en kwaliteitszaken.

Hij brengt zijn adviezen uit en neemt de operationele beslissingen met inachtneming van de bepalingen van dit decreet, van de keuzes genomen in de beheersovereenkomst gesloten tussen de Regering en het "Instituut", van de bilaterale overeenkomsten gesloten tussen het "Instituut" en de opleidingscentra en van de beslissingen genomen door het beheerscomité van het "Instituut" of het bureau.

§ 2. De raad van het IFAPME-net bestaat uit :

1° de administrateur-generaal die hem voorziet en de agenda bepaalt;

2° de directeurs van de erkende opleidingscentra of hun plaatsvervangers;

3° de personeelsleden van het "Instituut" aangewezen door de administrateur-generaal wegens hun ervaring inzake de te behandelen dossiers zonder dat het aantal leden kleiner dan drie en hoger dan zes is en dat ze reeds in 1° bedoeld zijn.

Alle leden van de raad van het IFAPME-net zijn stemgerechtigd.

Het secretariaat wordt door een lid van het personeel van het "Instituut" waargenomen.

§ 3. De raad van het IFAPME-net maakt een huishoudelijk reglement op, dat hij ter goedkeuring voorlegt aan het beheerscomité.

Dit huishoudelijk reglement bepaalt met name de regels betreffende de organisatie van de vergaderingen, met name, hun periodiciteit, de oproepingsmodaliteit, de inschrijving van de agendapunten, de uitoefening van het voorzitterschap in geval van afwezigheid of verhindering, de regels betreffende het aanwezigheidsquorum en de stemming, de deontologische regels om belangenconflicten te voorkomen en om de naleving van het vertrouwelijkheidsbeginsel te waarborgen, de modaliteiten betreffende het secretariaat, de coördinatie met het beheerscomité, het beroep op deskundigen, de organisatie van werkgroepen."

Art. 26. In artikel 21 van hetzelfde decreet wordt het voormalige lid § 1 en worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 :

a) het eerste lid wordt aangevuld en gewijzigd als volgt : "Voor de uitvoering van hun opdrachten krijgen de erkende opleidingscentra subsidies van het "Instituut";

b) in het tweede lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. de woorden "aan de centra" worden ingevoegd tussen het woord "subsidies" en de woorden "en zorgt er";

2. de woorden van de Franse versie "en particulier à assurer" worden vervangen door de woorden "à donner" en de woorden "meer bepaald" vervallen;

3. het lid wordt aangevuld met de woorden ", alsook op het naleven van de bepalingen tot vaststelling van de financiële tegemoetkomingen van het "Instituut" en op het naleven van de bepalingen tot vaststelling van de voorwaarden betreffende de erkenning en de intrekking van erkenning van de centra";

c) de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De Regering kan volgens de door haar bepaalde modaliteiten de bedragen van de toelagen en financiële tegemoetkomingen indexeren met inachtneming van de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de indexering van de wedden.";

2° het artikel wordt aangevuld met de §§ 2 tot 6, luidend als volgt :

"§ 2. Het door de Regering erkende centrum sluit met het "Instituut" een bilaterale overeenkomst, waarin beleidskeuzes bepaald in de beheersovereenkomst van het "Instituut" aan bod komen en waarin de te bereiken doelstellingen gebonden aan de toekenning van de subsidies bepaald worden. Het centrum moet bovendien een halfjaarlijks bordtabel maken volgens het door het "Instituut" bepaalde model, waarin de indicatoren van de verschillende acties overeenkomstig degenen die bedoeld zijn in de beheersovereenkomst en die van het ondernemingsplan van het "Instituut" worden vermeld.

§ 3. De Regering wordt ertoe gemachtigd om volgens de door haar bepaalde modaliteiten de verplichtingen van het "Instituut" en van de centra vast te stellen om de zichtbaarheid en de bekendheid van het IFAPME-net te bevorderen.

§ 4. Jaarlijks maakt het opleidingscentrum a minima en volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten de volgende elementen aan het "Instituut" over :

1° de jaarrekeningen van het afgelopen boekjaar;

2° het voorwerp van begroting;

3° een vooruitgeplande aankoopplan voor uitrustingen, dat een orde van de voorrangen en een opgave van de prijzen omvat;

4° een globaal beleidsplan waarin de beleidskeuzes en de kwaliteitsstappen bepaald door het "Instituut" worden geoperationaliseerd;

5° een jaarlijks pedagogisch project;

6° een activiteitenverslag volgens het door het "Instituut" bepaalde model;

7° een telling van de personeelsleden met beschrijving van de functies, schalen en voordelen die eraan zijn verbonden;

8° een inventaris van het patrimonium van het centrum, met duidelijke onderscheiding tussen gesubsidieerd en uitsluitend op eigen fondsen aangekocht materieel en meubilair;

9° een bestemming van de overschotten, vastgesteld na afsluiting van de rekeningen, en eventuele herbestemming van vroeger gecumuleerde overschotten, die tot stand werden gebracht door de vereniging gedurende de vorige jaren volgens de door de Regering bepaalde voorrang.

§ 5. Het "Instituut" mag elk ogenblik mits een aanvraag aan het betrokken opleidingscentrum een toestand krijgen van de thesaurie van het centrum waarin de eventuele beleggingen worden opgenomen.

De boekhouding van de opleidingscentra onderscheidt duidelijk alles wat deel uitmaakt van de eigen ontvangsten van wat betrekking heeft op de openbare subsidiëring toegekend door het "Instituut".

§ 6. Elke wijziging van de statuten van een erkend centrum moet na advies van het "Instituut" ter goedkeuring aan de Regering worden voorgelegd binnen één maand na de algemene vergadering waarin de wijziging is besloten. Uiterlijk twee maanden na ontvangst van de gewijzigde statuten en na advies van het "Instituut" keurt de Regering al dan niet de wijzigingen goed."

Art. 27. Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 22. Voor elk opleidingscentrum wijst de administrateur-generaal onder de personeelsleden van niveau A van het "Instituut" een personeelslid en zijn plaatsvervanger aan zodat hij van rechtswege deelneemt aan de vergaderingen van elk beslissingsorgaan van het centrum, tegen een beslissing tussenkent, als het vindt dat deze beslissing strijdig is met het algemeen belang, met de wettelijke en reglementaire bepalingen of met de belangen en de uitbreiding van het IFAPME-net, en dit overeenkomstig de door de Regering bepaalde modaliteiten.

Een verzoek tot schorsing van een beslissing kan door het personeelslid of zijn plaatsvervanger ingediend worden volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

Zodra het centrum niet meer aan één van de erkenningsvoorwaarden of -verplichtingen of aan één van de verplichtingen vermeld bij dit decreet voldoet, kan het "Instituut" het centrum in gebreke stellen om zijn verplichtingen binnen een bepaalde termijn na te leven. Het kan eveneens beslissen, met inachtneming van het proportionaliteitsbeginsel, om de betaling van het geheel of van een gedeelte van de subsidies uit te stellen, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten. De Regering kan ook de erkenning van een centrum volgens de door haar bepaalde modaliteiten opschorten of intrekken."

Art. 28. Hoofdstuk VIII van hetzelfde decreet dat de artikelen 23 en 24 omvat, wordt opgeheven.

Art. 29. De artikelen 26 en 27, tweede lid, van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 30. De artikelen 46 en 49, § 2, eerste lid, en § 4, achtste lid, van het decreet van 19 december 2012 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2013 worden opgeheven op de inwerkingtredingsdatum van dit decreet.

Art. 31. In artikel 47 van het decreet van 19 december 2012 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2013 worden de woorden "De indexering van de bedragen van de subsidies, zoals bedoeld in artikel 22 van het besluit" vervangen als volgt :

"De indexering van de bedragen van de subsidies toegekend aan de centra zoals bedoeld in de artikelen 16 en 22 van het besluit".

Art. 32. In artikel 48 van het decreet van 19 december 2012 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2013 worden de woorden "volgens deze volgorde" vervangen door de woorden "volgens de volgende voorrang".

Art. 33. Dit decreet treedt in werking op 1 juni 2013.

De Regering kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 mei 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement 791 (2012-2013), nrs 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 29 mei 2013.

Bespreking.

Stemming.